

# Budget économique – Prévisions économiques 2021-2022 de septembre 2021

L'économie belge devrait enregistrer une reprise de 5,7 % en 2021. L'activité économique renouerait ainsi avec son niveau d'avant-crise au quatrième trimestre de cette année. Si quasiment toutes les composantes de la demande contribuent à cette reprise, le mouvement de rattrapage des investissements est le plus remarquable. En 2022, la croissance du PIB devrait s'élever à 3 %, portée par le dynamisme des exportations et, surtout, de la consommation des particuliers. L'inflation devrait s'accroître pour atteindre 1,9 % en 2021 et 2,1 % en 2022. Quant à l'emploi intérieur, il progresserait de 73 000 personnes sur l'ensemble des deux années.

Par rapport à nos prévisions de juin, l'inflation est revue à la hausse aussi bien en 2021 qu'en 2022. Les autres révisions sont relativement faibles et s'expliquent principalement par l'augmentation plus forte que prévu de l'activité économique et de l'emploi au premier semestre de 2021.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du Budget économique au ministre de l'Économie.

## Perspectives favorables pour l'économie européenne

Tout comme le reste de l'économie mondiale, la zone euro a été durement frappée par la pandémie de coronavirus au cours du premier semestre de 2020. L'activité économique a rebondi au troisième trimestre, mais, par la suite, de nouvelles vagues de contaminations ont contraint les pays de la zone euro à renforcer les mesures de restriction des contacts. L'activité économique de l'ensemble de la zone euro a dès lors de nouveau reculé (mais de manière plus limitée) au quatrième trimestre de 2020 et au premier trimestre de 2021. La progression de la couverture vaccinale a donné une nouvelle impulsion à la reprise économique au deuxième trimestre. La croissance devrait rester robuste au second semestre de 2021 et en 2022, grâce au dynamisme de la consommation des particuliers et du commerce extérieur. Les investissements des entreprises réagissent positivement à ce contexte et sont également soutenus par les plans de relance. Par conséquent, après s'être contractée de 6,5 % en 2020, la croissance du PIB de l'ensemble de la zone euro devrait s'élever à 4,8 % en 2021 et se maintenir à 4,4 % en 2022.

Ce scénario international est entouré de plusieurs incertitudes. Le taux de vaccination et la persistance de l'efficacité vaccinale sont essentiels pour que la normalisation de l'activité économique puisse se poursuivre. La vigueur de la reprise économique dépendra aussi de la mesure dans laquelle les ménages puiseront dans l'épargne qu'ils ont accumulée durant la crise et les entreprises

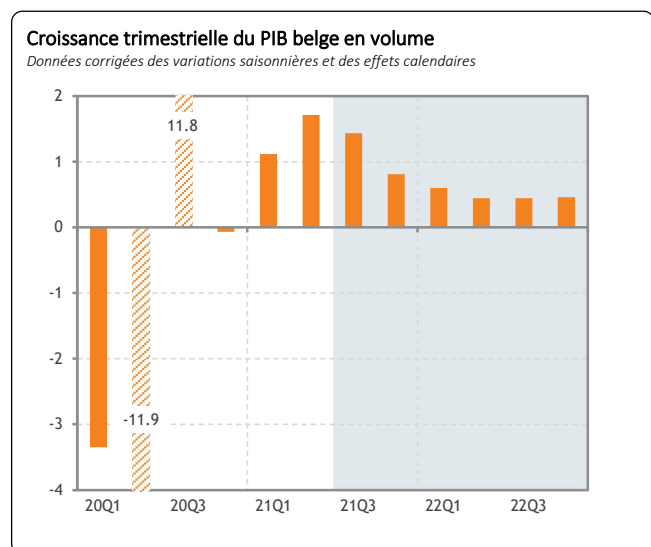
pourront faire face à d'éventuels goulets d'étranglement, par exemple au niveau de l'approvisionnement.

## Une reprise généralisée de l'économie belge en 2021 ; les exportations et, surtout, la consommation des particuliers continuent d'alimenter la croissance en 2022

Durant le printemps 2020, de larges pans de l'économie belge ont été ralentis, voire mis à l'arrêt, afin de juguler le nombre de contaminations. L'assouplissement des mesures en vigueur a permis d'initier un mouvement de rattrapage au troisième trimestre ; ce dernier a toutefois été interrompu au quatrième trimestre par de nouvelles mesures de restriction. Dès lors, le PIB a reculé de 6,3 % sur base annuelle en 2020. La croissance a nettement rebondi au premier semestre de 2021 et devrait rester soutenue au second semestre. Par conséquent, l'économie belge devrait enregistrer une reprise de 5,7 % cette année, portée par pratiquement toutes les composantes de la demande. Dans le courant de l'année 2022, la croissance trimestrielle devrait progressivement se normaliser. En termes annuels, cela se traduit par un ralentissement de la croissance qui atteindrait 3 % en 2022 ; cette dernière serait soutenue par les exportations et, davantage encore, par la consommation des particuliers.

Sous l'impulsion de la reprise des échanges internationaux, les exportations belges devraient enregistrer une croissance en volume de 7 % en 2021 et de 5,7 % en 2022. Conjuguée au dynamisme de la demande intérieure, cette évolution

entraîne une augmentation des besoins en importations. La croissance en volume des importations devrait s'établir à 6,5 % tant en 2021 qu'en 2022.



Malgré l'ampleur du choc économique, le revenu disponible réel des particuliers a augmenté de 1,4 % en 2020, grâce aux mesures de soutien des pouvoirs publics et à la faiblesse de l'inflation. Cette année, dans le sillage de la reprise économique, la hausse de pouvoir d'achat devrait s'élever à 1,8 % ; elle se limiterait toutefois à 0,6 % en 2022, suite à la suppression des mesures de soutien. La consommation des particuliers a chuté de 8,7 % en 2020, principalement en raison des restrictions dans les possibilités de consommation. Actuellement, les restrictions ont majoritairement été levées et les ménages se montrent nettement plus optimistes, ce qui devrait permettre à la consommation des particuliers d'opérer un mouvement de rattrapage et d'afficher une croissance en volume de 5,8 % en 2021 et de 6,8 % en 2022. Le taux d'épargne des ménages retomberait dès lors à 13,7 % en 2022, effaçant en grande partie la forte hausse enregistrée l'année dernière qui avait amené le taux d'épargne à un niveau de 21,8 %. Les investissements en logements des ménages ont chuté de 6,9 % en 2020. Ils devraient cependant opérer un mouvement de rattrapage cette année en progressant de 10 % et se maintiendraient pratiquement au même niveau en 2022.

Les investissements des entreprises ont également fortement diminué en 2020 (-7,8 %) mais devraient rebondir en 2021, avec une croissance en volume de 10,6 %. Ils sont portés par les perspectives de demande favorables, l'utilisation accrue des capacités de production industrielle,

l'amélioration de la rentabilité et des taux d'intérêt qui demeurent bas. En 2022, leur progression atteindrait 3,4 %.

Les investissements publics devraient nettement augmenter en 2021 (+16,3 % en volume) – sous l'impulsion du pouvoir fédéral et des Communautés et Régions – et se maintenir à ce niveau élevé en 2022, grâce notamment aux plans de relance. Quant à la consommation publique, elle devrait augmenter de 4,9 % en termes réels en 2021, en raison d'une forte hausse du budget des soins de santé et des coûts de la vaccination, mais devrait se replier de 0,7 % en 2022.

### L'inflation devrait encore augmenter durant quelques mois, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie

La pandémie a entraîné une baisse des prix de l'énergie, si bien que l'inflation a été faible à partir de mars 2020 et s'est établie à 0,7 % en moyenne l'an dernier. La reprise économique s'accompagne d'une augmentation de la demande mondiale de produits énergétiques, laquelle se traduit jusqu'à présent par une hausse particulièrement forte des prix du gaz naturel et de l'électricité, tandis que la hausse des prix du pétrole est restée beaucoup plus modérée. En outre, la production de certains biens intermédiaires (comme les semi-conducteurs) semble actuellement insuffisante et la demande de biens en provenance d'Asie est supérieure à ce qui peut être transporté par les chaînes d'approvisionnement disponibles. Ces facteurs vont également exercer une pression à la hausse sur les prix pendant un certain temps encore.

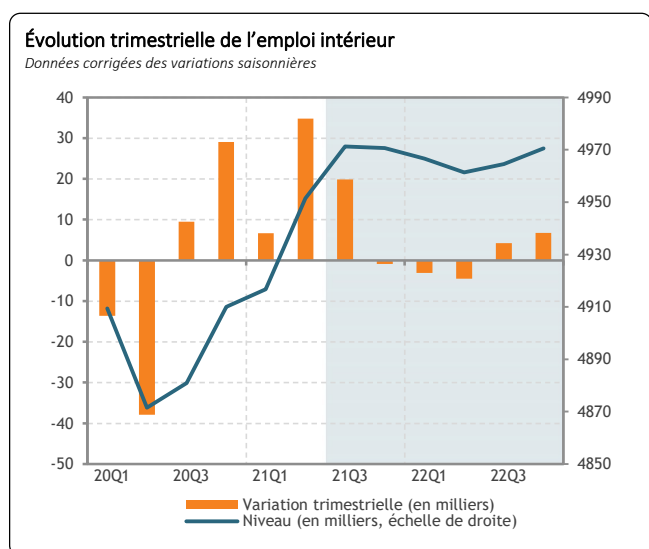
Au cours des derniers mois, l'augmentation des prix à la consommation a été nettement plus forte que prévu, principalement en raison de la hausse inattendue des prix du gaz naturel et de l'électricité. Au cours des prochains mois, l'inflation devrait encore augmenter, dépassant 3 % en fin d'année. Dans le courant de 2022, les prix de l'énergie devraient progressivement baisser, ce qui entraînera un repli de l'inflation.

Sur base annuelle, l'inflation devrait s'établir à 1,9 % cette année et à 2,1 % en 2022, tandis que l'indice santé augmenterait de, respectivement, 1,6 % et 2,1 %. L'indice pivot précédent (109,34) a été dépassé en août 2021 ; l'indice pivot actuel (111,53) devrait être atteint en juin 2022.

## L'emploi devrait progresser de 73 000 personnes au cours de la période 2021-2022

Le choc subi par l'activité du secteur marchand suite à la crise sanitaire a, en grande partie, été amorti par un recul particulièrement marqué de la durée du travail. Un nombre important de contrats de travail à durée déterminée ont néanmoins aussi été résiliés au cours des deux premiers trimestres de 2020. Depuis lors, ces formes flexibles de travail salarié ont retrouvé totalement (travail intérimaire, travail étudiant) ou partiellement (contrats à durée déterminée dans l'horeca) leur niveau d'avant-crise. Ces évolutions ont permis à l'emploi intérieur d'afficher une croissance solide au cours des quatre derniers trimestres.

de l'emploi devrait toutefois entraîner une hausse du chômage à partir du quatrième trimestre de cette année. Ce n'est qu'à la fin de 2022 que le chômage devrait à nouveau repartir à la baisse. En moyenne annuelle, le nombre de chômeurs devrait dès lors diminuer de 25 700 en 2021 mais augmenter de 19 000 en 2022.



Bien qu'ayant aussi déjà opéré un important mouvement de rattrapage, la durée du travail n'a cependant pas encore tout à fait retrouvé son niveau d'avant-crise, quelques branches d'activité faisant encore largement appel au chômage temporaire. À mesure que la durée du travail continue de se redresser et aussi, par la suite, que la croissance de la productivité s'accélère, un certain nombre de travailleurs risquent encore de perdre leur emploi. La croissance de l'emploi marquerait une pause au quatrième trimestre de cette année et ne repartirait progressivement à la hausse qu'au second semestre de 2022. Par conséquent, en moyenne annuelle, l'emploi progresserait plus nettement cette année (+59 600 personnes) que l'année prochaine (+13 200 personnes).

Le chômage a fortement augmenté durant les mois de mars et avril 2020, mais n'a cessé de reculer depuis lors. Il a retrouvé son niveau d'avant-crise en mai 2021 et a continué de baisser par la suite. L'arrêt temporaire de la progression

**Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume – sauf indication contraire*

	2019	2020	2021	2022
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,5	-8,7	5,8	6,8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1,7	0,9	4,9	-0,7
Formation brute de capital fixe	3,4	-7,0	11,1	2,1
Dépenses nationales totales	1,5	-6,0	5,3	3,7
Exportations de biens et services	1,0	-4,6	7,0	5,7
Importations de biens et services	0,8	-4,3	6,5	6,5
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,2	-0,3	0,4	-0,7
Produit intérieur brut	1,7	-6,3	5,7	3,0
Indice national des prix à la consommation	1,4	0,7	1,9	2,1
Indice santé	1,5	1,0	1,6	2,1
Revenu disponible réel des particuliers	3,1	1,4	1,8	0,6
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	13,0	21,8	18,7	13,7
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	75,6	-0,7	59,6	13,2
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	5,4	5,6	6,4	6,6
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0,3	-0,2	-0,4	-1,1
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	112,0	114,1	119,1	118,2
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0,2	-0,1	-0,1	-0,1